



Extract of Education et Devenir

<http://educationetdevenir.fr/spip.php?article620>

François DUBET : un débat confisqué

- Actualités et Contributions - L'actualité vue par E&D -

Publication date: vendredi 9 décembre 2011

Copyright © Education et Devenir - Tous droits réservés

Un débat confisqué ?

Par François Dubet

[Augmenter police][Diminuer police][Texte seulement]

Voici quelques semaines encore, nous pouvions être optimistes sur un point : l'éducation semblait s'inviter de manière posée et raisonnable dans le débat politique qui s'annonce. La droite et la gauche semblaient au moins s'accorder sur un point : l'école française ne va pas bien et comme il n'est pas possible de laisser les choses suivre leur pente naturelle, nous pouvions espérer construire un débat scolaire utile.

Mais la fameuse querelle des 60 000 postes a été confisquée par la question de la dette et de l'austérité. À droite, la création de ces postes est perçue comme le signe du laxisme et de la démagogie de la gauche. À gauche, la réduction continue du nombre des postes est la preuve que la droite veut détruire l'école publique. Chacun tient le rôle qu'il est censé tenir. Or, la question essentielle n'est pas tant de savoir si l'école a besoin de postes que de savoir ce que l'on pourrait faire de ces moyens.

En dépit de toutes les critiques que l'on peut leur adresser, les comparaisons internationales des systèmes scolaires aboutissent à un constat peu flatteur pour l'école française : trop d'élèves très faibles, trop d'inégalités scolaires, trop de reproduction de ces inégalités d'une génération à l'autre. Comme toutes ces caractéristiques fâcheuses ne s'expliquent pas seulement par l'état de la société française, et comme la France consacre à l'éducation scolaire des moyens comparables à ceux de pays qui font mieux, il est clair qu'une grande partie du problème scolaire français tient à l'organisation de notre école, à nos pratiques et à notre culture pédagogique. Disons-le tout net, si la création de 60 000 postes était consacrée à faire plus ce que l'on fait déjà, il y a de grandes chances que cet effort ne porte pas ses fruits. Si des milliers de postes réduisent très faiblement le nombre d'élèves par classe sans rien changer à la pédagogie, à l'organisation du temps scolaire et à la manière de sélectionner, leurs effets ne seront guère perceptibles. Si ces postes servent à accroître l'emprise du soutien scolaire et la tendance de l'école à ne pas traiter les problèmes dans la classe, ils ne seront guère utiles. Dans ce cas, il ne sera pas difficile de démontrer que les moyens supplémentaires seront sans effet et, s'appuyant sur la nécessité d'abattre les « privilèges » des fonctionnaires, les partis de droite proposeront d'aller plus loin, en organisant la concurrence et la précarité. Ainsi, chaque camp retrouvera ses postures favorites et il est sur que l'école y perdra.

Pourtant, nous savons sur quels leviers il faudrait agir grâce à de nouveaux moyens : la formation des maîtres, le rapprochement de l'école élémentaire et du collège, le transfert d'un certain nombre de ressources vers l'école commune, la définition du temps scolaire des adultes et des élèves. Même aux yeux des organisations professionnelles les plus influentes et parfois les plus conservatrices, quelques-unes de ces questions ne sont plus taboues. C'est désormais notre responsabilité, celle des syndicats, des mouvements pédagogiques, des associations de parents et de chaque citoyen, de ne pas nous laisser enfermer dans le piège des moyens tel qu'il est construit avec la querelle des 60 000 postes et d'imposer que le débat démocratique, plus que « la politique », se saisisse enfin de l'école.